

**ARRETE PORTANT  
REGLEMENTATION DE STATIONNER  
PARKING RUE DE LA  
REPUBLIQUE/RUE DUGUESCLIN  
N°ARPM-127/2018 P**

LA RAVOIRE, le 25 juillet 2018

**Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

**VU** l'article R.610-5 du code pénal,

**VU** le code de la route et notamment les articles R.411-8, R.411-25 et R.417-11,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

**VU** l'arrêté municipal du 16 octobre 2017 donnant délégation de signature à Madame Joséphine KUDIN,

**VU** l'avis du Chef de service de Police Municipale,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le stationnement ou l'arrêt des véhicules de type camping car, des fourgons aménagés et des autocaravanes est interdit sur le parking situé **RUE DE LA REPUBLIQUE/RUE DUGUESCLIN**.

Tout arrêt ou stationnement de ces véhicules en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :** Le stationnement des autres véhicules sur ce parking est limité à 24 heures.

Tout stationnement d'un véhicule excédant 24 heures sera considéré comme abusif au sens de l'article R.417-12 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de prescription) sera mise en place par le service technique rue des Belledonnes – 73490 LA RAVOIRE.

**Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de Service de Police Municipale**.

Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,



Joséphine KUDIN  
Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité  
Publique et à la Prévention

**Destinataires :**

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique,

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.